



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.:
GENERALE
E/CN.14/INF/122
8 avril 1981
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Deuxième réunion du Comité technique
préparatoire plénier
Freetown (Sierra Leone),
24 mars - 2 avril 1981

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Seizième session de la Commission/
septième réunion de la Conférence
des ministres
Freetown (Sierra Leone),
6-11 avril 1981

RAPPORT D'ACTIVITE SUR LE PROGRAMME ELARGI DE FORMATION
DE PERFECTIONNEMENT ET DE BOURSES POUR L'AFRIQUE
PORTANT SUR LA PERIODE BIENNALE 1979-1980

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Introduction - - - - -	1
2. Conception et objectifs du programme - - - - -	2
3. Portée du programme et secteurs de formation prioritaires - - - - -	3
4. Financement et administration du programme - - - - -	5
5. Résumé des réalisations effectuées en 1979-1980 - - - - -	6
6. Obstacles rencontrés - - - - -	11
7. Soutien requis - - - - -	11
8. Autres activités du programme de formation et de bourse de perfectionnement de la CEA - - - - -	11
9. Perspectives pour 1981-1982 - - - - -	12

ANNEXES

I. Ventilation des bourses par donateurs, bénéficiaires et disciplines -	1 - 3
II. Activités de formation de la CEA pour 1979-1980 - - - - -	1 - 7

1. Introduction

Le présent rapport d'activité sur le Programme élargi de formation et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique, dont la coordination et la gestion sont assurées par le secrétariat, est soumis pour information et pour étude, conformément à l'alinéa 4 du paragraphe 5 de la résolution 348(XIV), adoptée le 27 mars 1979 par la Conférence des ministres de la CEA.

Depuis 1965, la CEA coordonne l'aide bilatérale accordée en matière de bourses d'études et de perfectionnement afin de former des ressortissants africains, conformément à la résolution 125(VII) de février 1965 de la Commission qui demandait au secrétariat de "jouer un rôle de coordonnateur et de répartiteur des informations disponibles sur les possibilités de formation".

Ce programme de bourses a été d'une portée très limitée et il a consisté essentiellement, de 1965 à 1977, à utiliser, en vue de la formation de ressortissants africains, des infrastructures de formation situées en dehors de la région. On n'a malheureusement pas incité suffisamment les candidats dans le cadre de ce programme, à accepter les offres de formation et de bourses qui étaient faites pour des secteurs où les besoins en main-d'oeuvre étaient primordiaux. La CEA n'ayant apporté elle-même aucune contribution financière au programme, elle n'était pas à même d'orienter la formation vers les disciplines ou les secteurs dans lesquels les besoins en matière de formation étaient les plus impérieux.

Certains événements intervenus au cours des dernières années sur la scène africaine et sur la scène internationale ont rendu les Etats africains plus conscients des obstacles à leurs efforts de développement dus à une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et à leur dépendance excessive vis-à-vis de sources extérieures dans les domaines de la technique, de la gestion et du savoir-faire. Ces obstacles au développement ont fait l'objet d'une attention particulière dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima ainsi que dans le Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique (1976-1981-1986).

La réunion de la Conférence des ministres de la CEA qui a eu lieu à Kinshasa (Zaïre) a demandé au secrétariat de prendre les mesures nécessaires pour favoriser la coopération inter-africaine en matière de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre en vue du développement dans sa résolution 306(XIII) sur la coopération en matière de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'oeuvre et dans sa résolution 318(XIII) sur la formation en vue du développement qui prévoit la "mobilisation des ressources pour l'exécution d'un programme de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement pour l'Afrique, qui accorderait la priorité aux besoins critiques de personnel des Etats membres...".

Compte tenu des mandats précis fixés dans les résolutions sus-mentionnées et de la pénurie de personnel technique, scientifique et de gestion que connaît l'Afrique, la CEA a mis au point un programme complet et autonome de formation et de bourses de perfectionnement pour rendre le continent beaucoup moins tributaire de l'étranger en matière de formation et pour assurer aux Etats membres des ressources régulières en personnel convenablement formé. Ce programme constitue le premier programme quinquennal (1978-1982) de cette nature et il a été conçu à l'origine pour former 8 000 ressortissants africains au total, dont 3 000 en Afrique.

2. Conception et objectifs du programme

Le programme de bourses de perfectionnement a été conçu pour favoriser l'autonomie collective de l'Afrique et pour susciter l'obtention de ressources supplémentaires d'origine non africaine destinées à faciliter et à renforcer la coopération technique entre les Etats africains. Il s'agit essentiellement d'un projet tripartite auquel la CEA, les gouvernements et institutions africains ainsi que les gouvernements, organisations et fondations non africains devront prendre une part active. Le programme a été conçu en particulier pour :

a) Lancer et gérer, en matière de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement, des opérations beaucoup plus vastes axées sur les besoins de main-d'oeuvre les plus criants des Etats membres dans les secteurs et projets de développement prioritaires;

b) Maximiser l'utilisation des infrastructures existant dans le domaine de l'éducation et de la formation, qu'il s'agisse des infrastructures de l'enseignement supérieur ou d'autres infrastructures spécialisées, en favorisant la coopération technique entre les Etats africains en matière de formation de la main-d'oeuvre;

c) Renforcer les institutions africaines existantes en assurant la formation du personnel et en instituant une coopération en vue de la mise au point de cours spécialisés;

d) Promouvoir la création de programmes et d'institutions multinationaux de formation et de recherche dans des disciplines et dans des spécialités pour lesquelles la région manque d'infrastructures locales de formation qui soient adéquates;

e) Obtenir du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, du capital d'amorçage, dans le cadre d'une mobilisation de ressources supplémentaires provenant de l'Afrique et d'ailleurs en vue du financement de la formation;

f) Utiliser les possibilités offertes en matière de formation et de bourses de perfectionnement pour une formation spécialisée et approfondie de ressortissants africains dans les secteurs pour lesquels les Etats membres tiennent à disposer de techniciens, d'agents d'exécution et de cadres de gestion.

3. Portée du programme secteurs de formation prioritaires

Les priorités en matière de formation et de bourses doivent traduire les changements de tendances intervenant dans la stratégie du développement et dans les politiques sectorielles. Dans cette optique, une attention particulière a été apportée dans le programme aux problèmes que connaissent les pays dans le domaine de la main-d'oeuvre et aux secteurs concernant cette dernière où les pays africains sont actuellement beaucoup trop tributaires de la technique et du savoir-faire étrangers; on a également tenu compte dans le programme, des besoins propres de chaque pays ainsi que des institutions multinationales de formation et de recherche. Une attention particulière a été accordée aux besoins en matière de formation des pays les moins avancés et des Etats africains nouvellement indépendants. Au fur et à mesure de l'avancement du programme, des secteurs de formation prioritaires ont été déterminés. Ces secteurs sont les suivants :

a) Main-d'oeuvre pour les industries de base et l'agriculture

On a prévu comme première priorité dans le cadre du programme d'accomplir des efforts particuliers pour répondre aux besoins des pays africains en matière de formation dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture, compte tenu de l'objectif défini à Lima. On a envisagé divers programmes de formation, à savoir une formation de niveau universitaire supérieur d'une durée d'une ou de deux années dans des branches spécialisées de la production industrielle, de l'organisation et de la gestion, une formation pratique d'une durée de trois à six mois dans les industries appropriées en Afrique, dans d'autres pays du tiers monde et dans des pays industrialisés et des stages sur les techniques et la gestion de la production industrielle dans des universités techniques africaines.

On définira en temps utile des domaines prioritaires analogues de formation pour le secteur agricole, domaines où il y a une pénurie de compétences, et on s'efforcera d'obtenir que des bourses de perfectionnement soient octroyées pour des études dans des institutions en Afrique et hors d'Afrique. On cherchera les moyens pratiques de favoriser la coopération en ce qui concerne l'élaboration des programmes avec le concours de l'ONUDI, de la FAO et d'autres institutions spécialisées.

b) Formation de niveau universitaire dans des disciplines spécialisées

Il s'agit ici de tous les secteurs où il est nécessaire de disposer de compétences spécialisées. La priorité sera accordée à l'industrie, à l'agriculture, à la technique, aux ressources naturelles et à la gestion. La formation sera assurée dans des institutions situées en Afrique et hors d'Afrique, la préférence étant donnée aux institutions appropriées situées dans des pays du tiers monde. L'un des principaux objectifs est de développer, dans le cadre du sous-programme, les moyens de formation et de recherche des institutions africaines en

faisant en sorte qu'un plus grand nombre d'Africains ne résidant pas dans les pays où ces institutions sont situées, puissent venir y étudier. On accordera une importance toute particulière à des cours de formation spécialisée qui dureront un an ou deux.

c) Formation dans les domaines de la science et de la technique

Ce programme est destiné à soutenir l'Institut supérieur africain de formation et de recherche technique en offrant des bourses pour cet Institut qui est le principal établissement dispensant un enseignement dans ces domaines et à encourager l'utilisation des bourses de formation et de perfectionnement accordées par des donateurs non africains pour la formation d'Africains dans les domaines de la science et de la technique. Conformément aux besoins des pays africains en matière de personnel technique intermédiaire et supérieur, le programme fournit également des bourses de perfectionnement (qui ne couvrent que les frais à régler en devises ou les frais de voyage) pour assurer la formation d'Africains dans des collèges techniques, des instituts polytechniques et des universités techniques d'autres pays africains et faciliter ainsi une coopération technique parmi les pays africains.

d) Formation des professeurs et des instructeurs

La priorité en ce domaine a été accordée aux professeurs de science, aux professeurs et instructeurs techniques, aux instructeurs en matière de gestion, aux formateurs en matière de commerce et aux instructeurs dans le domaine des affaires, aux professeurs de comptabilité et au corps enseignant des institutions de formation régionales et sous-régionales, ainsi qu'aux formateurs d'autres disciplines pour lesquelles l'Afrique, à l'heure actuelle, est lourdement tributaire des établissements étrangers. La durée des bourses de perfectionnement est au minimum de trois mois et au maximum d'une année scolaire. On a encouragé dans le cadre de ce programme l'échange de personnel enseignant pour une période de trois mois au moyen d'arrangements de coopération entre deux établissements assurant des cours dans l'un quelconque des domaines de formation prioritaires.

e) Formation en groupe de cadres africains techniques et de gestion

L'objectif de ce sous-programme consiste à permettre à des scientifiques, techniciens, ingénieurs et cadres africains expérimentés, déjà familiarisés avec les problèmes de développement locaux, de rencontrer leurs homologues d'autres pays en développement ou de pays industrialisés en vue de leur faire comprendre la façon dont les innovations technologiques sont conçues, mises au point, appliquées et gérées. L'objectif ultime est de faciliter le transfert et l'adaptation de la technologie. La formation en cours d'emploi dans des établissements industriels, commerciaux, agricoles ou miniers constitue une partie intégrante du programme qui pourrait durer entre deux et quatre mois.

f) Formation dans le domaine de la gestion budgétaire et financière et de l'administration des impôts

Dans ce domaine, l'objectif est de fournir des fonds pour l'organisation de cours de formation à l'intention d'administrateurs africains des impôts et d'autres fonctionnaires responsables de la mobilisation et du décaissement des recettes publiques ainsi que de la gestion des budgets de développement. La formation est assurée en Afrique avec le concours des établissements de formation africains que l'on encourage à se charger entièrement d'assurer la formation spécialisée nécessaire aux fonctionnaires des finances publiques.

g) Formation en cours d'emploi ou formation pratique dans le domaine de la gestion des entreprises publiques et des projets de développement à l'intention de ressortissants des pays les moins avancés et des pays africains ayant récemment accédé à l'indépendance

Un objectif essentiel de ce programme de formation prioritaire est d'aider les ressortissants des pays africains les moins avancés et des pays africains ayant récemment accédé à l'indépendance à acquérir les compétences pratiques et l'expérience nécessaires pour la gestion des entreprises publiques ainsi que pour la planification, l'évaluation et la gestion des projets de développement en ayant recours pour la formation à des entreprises et des projets de développement existant dans des pays africains plus avancés et dans d'autres pays du tiers monde. Selon les besoins des individus, la bourse de formation couvre une période s'étendant entre deux et quatre mois et peut comporter des voyages d'étude pour visiter des entreprises et projets similaires dans d'autres pays que le pays hôte.

h) Formation dans le domaine de l'énergie solaire

Ce programme de formation prioritaire a pour objectif d'aider les pays africains à créer, sur le plan local, des moyens techniques et de gestion en vue de l'exploitation du potentiel énergétique non classique de la région, qui est très abondant, et de l'énergie solaire en particulier. La priorité est accordée à la formation des ingénieurs, des techniciens et des administrateurs participant à des activités de recherche-développement dans le domaine de l'énergie solaire, pour laquelle on utilise les installations des centres de recherche sur l'énergie solaire existant en Afrique et, le cas échéant, les établissements de formation et les laboratoires hors d'Afrique.

4. Formation et administration du programme

Les mesures destinées à la réalisation du programme ont, depuis son lancement en 1978, revêtu les formes suivantes :

a) Une correspondance officielle a été adressée à tous les Etats membres pour attirer leur attention sur le programme, rechercher leur appui en tant que donateurs et utilisateurs et les inviter à indiquer

leurs besoins précis en matière de formation, compte tenu des domaines de formation prioritaires définis dans le descriptif de projet. On a également demandé aux Etats membres de fournir un appui concret au programme en fournissant des dons en espèces et des bourses de perfectionnement;

b) Des invitations officielles ont été envoyées à plusieurs gouvernements de pays non africains, à des organisations bilatérales et à des fondations aussi bien des pays développés que des pays en développement pour qu'ils participent au programme et encouragent l'autonomie collective africaine au moyen de la formation de la main-d'oeuvre;

c) Trois missions sur le terrain ont eu lieu en 1979 et 1980, dont le but était d'expliquer le programme, de cerner les besoins évolutifs critiques en matière de main-d'oeuvre et de solliciter un appui pour l'exécution du programme;

d) Un mécanisme, le Groupe de la formation et des bourses, a été créé au sein de la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre du secrétariat de la CEA en vue de l'exécution du programme. Ce groupe se compose actuellement de trois administrateurs, d'un assistant et d'une secrétaire. On prévoit que l'effectif nécessaire à l'administration du programme sera accru à mesure qu'on obtiendra des fonds pour la mise en oeuvre du programme. La Section du budget et des finances ainsi que le Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique prêtent leur concours, de leur côté, en gérant les fonds du programme;

e) A l'exception d'une allocation modique fournie par le Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, les subventions annuelles du Gouvernement néerlandais ont jusqu'à présent constitué l'essentiel des ressources dont disposait le programme. Cette subvention a servi surtout à assurer la formation dans des établissements africains, de formateurs et d'instructeurs africains travaillant dans des établissements de formation en cours d'emploi, dont des professeurs de gestion et des professeurs de comptabilité. Le Gouvernement néerlandais a accepté d'élargir les possibilités d'utilisation de ses bourses de perfectionnement pour la période 1979-1980 de façon à inclure les missions sur le terrain et la formation de fonctionnaires chargés du perfectionnement du personnel et de permettre à des africains de pays membres et non membres de recevoir une formation au Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife. Ce dont le programme a besoin, c'est que soient diversifiées les sources de financement et une augmentation considérable des ressources financières mises à sa disposition.

5. Résumé des réalisations effectuées en 1979-1980

Au cours de la période 1979-1980, on a obtenu les résultats suivants dans le cadre du programme :

a) Des bourses de perfectionnement ont été reçues de dix-neuf pays donateurs; dans la plupart des cas, le nombre de bourses de perfectionnement n'a pas été précisé (voir tableau 1). D'autres offres ont également été reçues d'organismes des Nations Unies et de l'Agency for International Development des Etats-Unis qui couvre une large gamme d'activités de formation de niveau universitaire et universitaire supérieur ainsi que des activités dans des domaines spécialisés (voir tableau 2).

b) 542 bourses ont été octroyées au total, ce qui représente une augmentation de 384 bourses par rapport aux deux années précédentes, soit une augmentation de 243 p. 100 (voir tableau 3). Sur ce total, 258 bourses ont permis aux bénéficiaires de participer à un programme de formation en groupe et à des activités d'atelier ayant eu lieu au niveau régional et national et d'une durée qui a varié entre trois semaines et trois mois.

c) Il a été publié huit numéros de la note d'information sur la formation et quatre numéros du bulletin sur les programmes de formation de la CEA. Ces publications renseignent les Etats membres ainsi que les institutions concernées sur les possibilités de bourses et de formation, sur les conditions d'attribution et sur la manière de tirer parti de ces possibilités.

d) Pour le premier programme, les bénéficiaires provenaient de tous les Etats membres de la CEA, alors que dans le cas du programme bilatéral de 1976, les bourses n'avaient été accordées qu'à des ressortissants de 27 pays membres. Pendant la période considérée, il y a eu équilibre entre les bénéficiaires francophones et les bénéficiaires anglophones. D'autre part, les bourses de formation ont été accordées en priorité, aux pays les moins avancés et aux pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance, chaque fois que c'était possible (voir annexe I).

e) L'un des objectifs du programme visant à renverser la tendance en matière de formation à l'étranger pour la remplacer par la formation de la plupart des Africains en Afrique a, dans une certaine mesure, été réalisé. Bien plus de la moitié des stagiaires ont été formés en Afrique dans des établissements africains et par des instructeurs africains, notamment par le biais d'activités de bourses de perfectionnement par les Pays-Bas, la Communauté arabe libyenne et l'Algérie (voir annexe I).

TABLEAU 1 -- Bourses de perfectionnement offertes et utilisées

Donateurs	Nombre offert	Nombre utilisé
1. Autriche	non spécifié	17
2. Belgique	16	8
3. Bulgarie	6	3
4. Chili	2	0
5. Danemark	non spécifié	10
6. Egypte	5	0
7. France	non spécifié	16
8. Grèce	"	1
9. Hongrie	6	3
10. Inde	10	7
11. Italie	2	2
12. Jamahiriya arabe libyenne	85	83
13. Maroc	20	3
14. Pays-Bas	non spécifié	270
15. Pologne	"	26
16. République démocratique allemande	10	6
17. Roumanie	3	0
18. Turquie	4	2
19. URSS	non spécifié	54
20. PNUD	4	4
21. FNUAP	non spécifié	2
22. Institut des Nations Unies pour la Namibie	5	5
23. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	11	11
24. USAID	4	4
		<hr/> 537

TABIEAU 2 - Niveau et type de formation offerte

Donateurs	1er et 2ème cycle	3ème cycle	Formation spécialisée
1. Australie	x	x	x
2. Belgique	x	x	
3. Bulgarie	x		
4. Chili		x	
5. Danemark		x	x
6. Egypte		x	
7. France			x
8. Grèce			x
9. Hongrie	x		
10. Inde			x
11. Italie			x
12. Jamahiriya arabe libyenne	x		x
13. Maroc			x
14. Pays-Bas	x		x
15. Pologne		x	
16. République démocratique allemande	x		
17. Roumanie			x
18. Turquie	x		
19. URSS	x	x	
20. PNUD			x
21. FNUAP			x
22. Institut des Nations Unies pour la Namibie			x
23. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique		x	
24. USAID			x

TABLEAU 3 - Nombre de bourses de perfectionnement
octroyées de 1965 à 1980

<u>Année</u>	<u>Nombre de bourses octroyées</u>
1965	15
1966	29
1967	40
1968	66
1969	88
1970	95
1971	71
1972	73
1973	118
1974	140
1975	150
1976	98
1977	96
1978	62
1979	272*
1980	270*
Total	<u>1 683</u>

* Y compris les programmes à court terme de formation de groupe.

6. Obstacles rencontrés

On s'est heurté à plusieurs difficultés dans l'exécution du programme dont les principales étaient les suivantes :

a) Il s'écoule une trop longue période entre le moment où l'on annonce le lancement du programme et le début effectif du stage, ce qui est imputable à des facteurs tels que le temps mis par les Etats membres à faire parvenir leurs réponses, la lenteur du courrier, l'envoi de candidatures incomplètes qui doivent être retournées pour de plus amples informations et le fait que certains stagiaires ne se rendent pas dans le pays hôte, d'où une perte de temps mais aussi une perte de possibilités de formation.

b) Le manque de fonds et de personnel de secrétariat étant donné qu'aucune contribution importante n'a été versée en espèces au programme. Les seuls fonds disponibles en vue de l'exécution du programme sont ceux provenant du financement offert par les Pays-Bas et la petite indemnité provenant du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. Le Gouvernement du Lesotho a généreusement offert 2000 dollars des Etats-Unis et le Gouvernement de la Turquie 2500. Une seule secrétaire, qui est débordée, assure en ce moment le travail de tout le programme.

7. SOUTIEN REQUIS

Ce programme a été conçu essentiellement pour lever une contrainte majeure dans les efforts de développement des Etats membres, à savoir le manque de main-d'oeuvre qualifiée et de personnel compétent. Il offre aux Etats membres une occasion unique d'économiser leurs devises en collaborant en vue de l'utilisation maximale des établissements de formation qui existent en Afrique. On a estimé que pour 1982/83, un minimum de 500 000 dollars des Etats-Unis était nécessaire pour assurer la formation de 100 Africains en Afrique, dans les pays du tiers monde et partout où la formation technique nécessaire peut être acquise. Pour ce faire, il faudrait que des places soient mises à leur disposition dans des établissements locaux et que des bourses d'études et de perfectionnement soient octroyées aux autres Africains presque aux mêmes conditions qu'aux ressortissants. Les Etats membres disposent des ressources nécessaires à cet effet. C'est un programme auquel aussi bien les riches que les pauvres peuvent et doivent participer.

8. Autres activités du Programme de formation et de bourses de perfectionnement de la CEA

Certaines autres activités de formation n'ont pas été intégrées au Programme élargi de formation et de bourses. Ce sont des activités de formation parrainées par la CEA seule ou conjointement avec d'autres organismes et qui relèvent d'autres divisions de la CEA. Pour la période considérée, 939 stagiaires ont pris part aux activités de formation suivantes :

a) Le Centre africain de recherche et de formation pour la femme a tenu 22 cours/ateliers/séminaires ou visites d'étude représentant un coût total de 565 000 dollars des Etats-Unis pour 737 participants représentant 44 pays africains et les mouvements de libération (voir annexe II A);

b) La Division de la population a formé 37 participants de 13 pays africains. La durée du programme de formation était de deux ans et la formation a été assurée à l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé (République-Unie du Cameroun). La Division a également assuré la formation de 26 Africains provenant de 19 pays africains au niveau du troisième cycle dans le domaine des études démographiques. La formation a eu lieu à l'Institut régional d'études démographiques d'Accra au Ghana, pour une durée de 12 à 15 mois (voir Annexe II B);

c) La Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre a formé, grâce à un financement du PNUD, 26 fonctionnaires de sept pays africains au cours d'ateliers sur la main-d'oeuvre et le développement technique pour les industries de base (voir Annexe II C);

d) La Division de la statistique a assuré la formation de 83 participants de tous les Etats membres en organisant des groupes de travail sur des sujets tels que les statistiques en matière de prix, l'organisation, le contenu et la méthodologie des enquêtes sur les ménages et les systèmes d'état civil ainsi que sur la collecte des statistiques s'y rapportant en Afrique (voir Annexe II D);

e) Pour terminer, le Bureau de la coopération économique en collaboration avec la Banque mondiale, le FMI et l'IDE a assuré la formation de 26 participants de 21 Etats membres et non membres. Cette formation s'est déroulée à Washington DC et a coûté 7 000 dollars des Etats-Unis (voir Annexe II E);

9. Perspectives pour 1981-1982

Le Programme élargi de formation et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique continuera de prendre de l'importance au cours des années à venir. Ce programme est de plus en plus connu et utilisé. Le nombre de candidatures à une formation dans diverses disciplines continuera à augmenter. Si les fonds et les offres de bourses de perfectionnement pour des places dans les établissements continuent d'augmenter beaucoup par rapport aux années précédentes, le nombre de candidats bénéficiant du programme s'accroîtra sensiblement, à la satisfaction des utilisateurs. Les gouvernements africains et les établissements de formation et des institutions de financement doivent relever nettement ce défi. Voilà une occasion d'agir et d'instaurer une coopération dans le cadre de la formation, au lieu de se contenter de parler de la solidarité et de l'autonomie collective africaine. A cet égard, la CEA donne l'exemple en prélevant 50 000 dollars des Etats-Unis sur son Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, pour effectuer un premier versement au titre des activités du programme pour 1981.

En ce qui concerne la gestion du programme de bourses de perfectionnement, une attention particulière continuera d'être accordée aux secteurs critiques ayant besoin d'une main-d'oeuvre qualifiée, qui sont notamment ceux des sciences, de la technique et de la gestion, ainsi qu'aux besoins en formation des pays africains les moins avancés et des Etats nouvellement indépendants. L'industrie et l'agriculture continueront de se voir accorder la priorité. Une attention spéciale sera accordée à l'intensification de la coopération avec les établissements de formation en Afrique afin de renforcer leurs possibilités dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre et de les aider à créer des cours et programmes de formation réguliers, dans des domaines déterminés pour lesquels les Etats africains dépendent à l'heure actuelle presque entièrement des organisations internationales et des pays industrialisés. Pour la mise en oeuvre du programme, le secrétariat se laissera essentiellement guider par les objectifs prioritaires, les buts et les stratégies énoncés dans le Plan d'action de Lagos d'avril 1980.

100 10000 100000 1000000 10000000

VENTILATION DES BOURSES PAR DONATEURS, BENEFICIAIRES ET DISCIPLINES

Donateur	Nombre de bourses	Bénéficiaires	Disciplines
1. Pays-Bas	270	Botswana, Comores, Congo, Egypte, Ethiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Maurice, Nigeria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Zambie	Gestion agricole, gestion du personnel, sylviculture, enseignement des sciences, moyens audiovisuels, réfrigération, gestion des affaires, principes fondamentaux de l'éducation, comptabilité, formation d'instructeurs (cours divers), zootechnie, administration de zoos, finances publiques, agronomie et éducation coopérative
2. Jamahiriya arabe libyenne	83	Algérie, Congo, Kenya, Lesotho, Libéria, République centrafricaine	Agriculture, médecine vétérinaire, génie mécanique, enseignement ménager, zootechnie, horticulture, hydrologie et gestion des fermes coopératives
3. URSS	54	Congo, Ethiopie, Ghana, Kenya, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Soudan, Zaire	Médecine vétérinaire, prospection minérale, informatique, médecine dentaire, architecture, gestion des affaires, agronomie, métallurgie, économie, enseignement technique, médecine, technologie industrielle, études de premier et de deuxième cycles universitaires, comptabilité et finance, microbiologie et agrochimie
4. Pologne	26	Egypte, Ethiopie, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Nigéria, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan, Togo	Urbanisme et aménagement du territoire et planification économique nationale

donateur	Nombre de bourses	Bénéficiaires	Disciplines
5. Autriche	17	Botswana, Ethiopie, Gambie, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Zambie	Cours spéciaux pour les administrateurs des douanes, gestion hôtelière et touristique, prospection minérale, ingénierie et hydrologie
6..France	16	Bénin, Burundi, Ghana, Madagascar, Mali, Maurice, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Swaziland, Sénégal, Tchad	Energie solaire
7. Danemark	10	Lesotho, Libéria, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Zambie	Pédagogie, études d'infirmier, bibliothéconomie, télécommunications, architecture, administration des réseaux ferroviaires
8. Belgique	8	Ethiopie, Ghana, Haute-Volta, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Sénégal	Gestion des affaires, télédétection. géologie, droit international
9. Inde	7	Egypte, Ghana, Libéria, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Somalie	Gestion
10. République démocratique allemande	6	Maroc, République-Unie du Cameroun	Génie mécanique
11. Hongrie	3	Jamahiriya arabe libyenne, Libéria	Architecture et médecine
12. Bulgarie	3	Congo, République-Unie du Cameroun, Zambie	Chimie, architecture et sciences économiques
13. Maroc	3	Comores, Congo, Zaïre	Mécanique, comptabilité, et formation technique
14. Turquie	2	Côte d'Ivoire	Technologie industrielle et génie mécanique
15. Italie	2	Jamahiriya arabe libyenne, République-Unie de Tanzanie	Technologie de l'acier et moyens audiovisuels

Donateur	Nombre de bourses	Bénéficiaires	Disciplines
16. Grèce	1	Egypte	Génie hydro-électrique
17. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	11	Ethiopie, Kenya, Libéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Zambie	Etudes supérieures de gestion et de finance et programme de hautes études commerciales
18. Institut des Nations Unies pour la Namibie	5	Namibie	Programme de stage
19. PNUD	4	Namibie	Exploitation et entretien des installations portuaires et des réseaux ferroviaires
20. USAID	4	Stagiaires de la CEA	Télédétection, enseignement extra-scolaire et statistique
21. FNUAP	2	Seychelles	Etudes d'infirmier

1. The purpose of this document is to provide a comprehensive overview of the current state of the project and to outline the key objectives and milestones for the upcoming phase.

2. The project is currently in the planning stage, and the following key objectives have been identified:

- Develop a detailed project plan and timeline.
- Identify and allocate resources for the project.
- Establish a communication and reporting structure.

3. The project is expected to be completed by the end of the year, and the following milestones have been set:

- Completion of the project plan by [Date].
- Resource allocation by [Date].
- Final project review by [Date].

4. The project is a high-priority initiative, and the following actions are required to ensure its successful completion:

- Regular communication and reporting to the project sponsor.
- Proactive identification and resolution of risks and issues.
- Collaboration and coordination with all project stakeholders.

5. The project is a complex endeavor, and the following challenges are anticipated:

- Limited resources and budget.
- Uncertainty in the project scope and requirements.
- Potential delays and setbacks.

ANNEXE II

ACTIVITES DE FORMATION DE LA CEA POUR 1979-1980

A. Centre africain de formation et de recherche pour la femme

Titre du cours/de l'atelier/du séminaire/du voyage d'étude	Date	Lieu	Coût du projet(en dollars EU)	Nombre de participants	Pays participants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Atelier sur l'intégration de la femme au développement par le biais des opérations en particulier dans le secteur de l'artisanat et la petite industrie	20-25 octobre 1979	Khartoum (Soudan)	20 000	60	Soudan	OIT, Organisme suédois de développement international Gouvernement de Soudan
Formation en cours d'emploi pour moniteurs de niveau intermédiaire en provenance des pays francophones	2 oct.- 20 déc. 1979	IPD, Douala, (République-Unie du Cameroun) -	60 000	30	Bénin, Burundi, Comores, Congo, Gabon, Haute-volta, Madagascar, Mali, Niger, République Centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Zaïre	FAO, IPD, FISE, Gouvernement de la République-Unie du Cameroun
Voyage d'étude/Atelier destiné aux monitrices chargées de la formation à l'impression des tissus et à la gestion des petites entreprises textiles	15 oct.- 30 nov. 1979	Gambie, Ghana, Kenya	55 000	17	Botswana, Kenya, Lesotho, République Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Swaziland, Zambie	GAMCO (Gambie) NCWD (Ghana), Fonds de contributions volontaires pour la Décennie pour la Femme, Women's Bureau (Kenya), Zonta International

Titre du cours/de l'atelier/du séminaire/du voyage d'étude	Dates	Lieu	Coût du projet (en \$EU)	Nombre de participants	Pays participants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Voyage d'étude/Atelier destinés aux responsables féminines des mouvements de libération africains et portant sur les centres de formation à l'amélioration de la vie familiale et sur les programmes à l'intention des femmes	19 nov.-7 déc. 1979	Kenya	15 000	10	ANC, PAC, SWAPO, Front patriotique, ZAPU et ZANU (Afrique du Sud, Namibie, Zimbabwe)	Organisme suédois pour le développement international, Women's Bureau (Kenya), Zonta international
Atelier destiné aux moniteurs et planificateurs chargés de la formation aux techniques de la vie familiale rurale	18-25 déc. 1979	BO (Sierra Leone)	18 638	21	Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria, Sierra Leone	Fonds de contributions volontaires pour la décennie des Nations Unies pour la femme, FISE, Gouvernement de la Sierra Leone
Atelier sur l'administration et la gestion des coopératives	26 nov.-6 déc. 1979	Bujumbura Burundi	24 700	39	Burundi	OIT, Fonds de contributions volontaires pour la décennie des Nations Unies pour la femme
Atelier de formation sur l'étude de l'impression et de la teinture des textiles	14-25 mai 1979	Addis-Abéba Ethiopie	20 000	12	Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie, Zambie	OFF, Organisme suédois pour le développement international, HASIDA, Gouvernement de l'Ethiopie
Voyage d'étude pour les responsables féminines planificatrices, et monitrices des pays du Commonwealth	20-31 oct. 1980	Sierra Leone	39 355	11	Botswana, Gambie, Ghana, Lesotho, Malawi, Maurice, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland	Carnegie Corporation, FISE Gouvernements de l'Ethiopie et de Sierra Leone

Titre du cours/de l'atelier/du séminaire/ du voyage d'étude	Dates	Lieu	Coût du projet (en \$EU)	Nombre de parti- cipants	Pays parti- cipants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Atelier pour les moniteurs et pla- nificateurs chargés de la formation aux techniques de la vie familiale rurale	6-13 janv. 1980	Ziguinchor (Sénégal)	46 350	31	Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal	ENDA, FISE, Fonds de contri- butions volontaires pour la décennie des Nations Unies pour la femme, Gouvernement du Sénégal
Formation des femmes rurales à l'artisa- nat et à la petite industrie dans le cadre du projet de Tarkwa sur la créa- tion d'activités rémunératrices à l'intention des femmes	6 mai- 8 août 1980	Tarkwa (Ghana)	2 163	40	Ghana, moniteur du Libéria	OIT/TWIGA, NVFI (Ghana), organisme suédois pour le développement international
Atelier sur l'inté- gration de la femme dans le développement et l'amélioration de la qualité de la vie dans les zones rurales	8-18 avril 1980	Lomé (Togo)	21 200	38	Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Mali, Sénégal, Togo	FAO, UNESCO, FISE Gouvernement du Togo
Atelier de formation destiné aux agents d'exécution dans le domaine de l'amé- nagement rural et du développement commu- nautaire	17 mars- 12 avril 1980	Yundum/ Banjul (Gambie)	15 000	32	Gambie	FISE, Gouvernement de la Gambie

Titre du cours/de l'atelier/du séminaire/du voyage d'étude	Dates	Lieu	Coût du projet (en \$EU)	Nombre de participants	Pays participants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Atelier de formation pour les femmes dans les coopératives villageoises	5-15 mai 1980	Kabalala Mali	24 000	61	Mali	FAO, Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la Femme, Gouvernement du Mali
Cours de formation en restauration et en conservation alimentaire	8 juin-30 août 1980	Flair Catering services, Accra, Ghana	13 000	2	Republique-Unie de Tanzanie, Zambie	NCWD (Conseil national des femmes pour le développement (Ghana) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la Femme, Flair Catering Services, Gouvernement du Ghana
Atelier/visite d'études en matière de technologie appropriée	13-27 juil. 1980	Kenya	8 512 a/	8	Somalie	FISE, Gouvernement du Kenya
Séminaire sur la nutrition, les soins aux enfants, la technologie appropriée et sur les techniques d'enquêtes pour les femmes du Zimbabwe et des mouvements de libération	5-26 août 1980	Lusaka (Zambie)	15 000	18	Zimbabwe ANC, PAC, SWAPO	FAO, PNUD, FISE, Institut des Nations Unies pour la Namibie, Fonds de contributions volontaires pour la Décennie de la Femme, Gouvernement de Zambie
Séminaire sur les préparatifs et l'exécution des propositions de projets	15-26 mars 1980	Conakry (Guinée)	15 000	146	Guinée	OTF, IPD, ONUDI, USAID Gouvernement de Guinée

a/ Certains participants ont été directement financés par les bureaux régionaux du FISE.

Titre du cours/de l'atelier/du séminaire/du voyage d'étude	Dates	Lieu	Coût du projet (en \$EU)	Nombre de participants	Pays participants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Atelier sur les préparatifs et l'exécution des propositions de projet	5-15 mai 1980	Abidjan (Côte d'Ivoire)	16 700	43	Côte d'Ivoire	OIT, IPD, ONUDI, USAID, Gouvernement de Côte d'Ivoire
Atelier sur les préparatifs et l'exécution des propositions de projet	mai 1980	Bamako (Mali)	14 300	44	Mali	OIT, IPD, ONUDI, USAID, Gouvernement du Mali
Formation en cours d'emploi pour stagiaires de niveau intermédiaire originaires pays francophones	1 oct.- 20 déc. 1980	IPD, Douala (Répub. Unie du Cameroun)	63 000	30	Béni, Burundi, Comores, Congo, Gabon, Haute-volta, Madagascar, Mali, Niger, Rep. centrafricaine, Rep. Unie du Cameroun, Rwanda, Zaïre	FAO, IPD, FISE, Gouvernement de la République-Unie du Cameroun
Formation technique - atelier de perfectionnement pour stagiaires femmes	19 oct.- 8 nov. 1980	Mogadiscio (Somalie)	13 000	30	Somalie	FISE, Centre de formation pour la vie de famille, Gouvernement de Somalie
Séminaires/atelier sur l'utilisation de carburant et d'énergie par les femmes africaines en milieu rural	13 déc. 1980	Bamako (Mali)	35 000	14	Guinée, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Rep. centrafricaine, Sénégal	CILSS, FAO, Fonds de contributions volontaires pour la décennie des Nations Unies pour la femme

Note: Les organisations suivantes sont citées sous la rubrique des organisations participantes aux projets,

mais apportent également une contribution financière pour les mêmes activités à savoir:

FAO, OIT, Organisme suédois de développement international, PNUD, UNESCO, FISE, USAID, Fonds des contributions volontaires pour la décennie des Nations Unies pour la femme et Zonta international.

B. Division de la population

Titre du cours/de l'atelier/du séminaire/ du voyage d'étude	Dates	Lieu	Coût du projet en (\$ EU)	Nombre de partici- pants	Pays parti- cipants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Institut de formation et de recherche démogra- phiques (IFORD)	oct.79- juin 1981	Répub. Unie du Cameroun	805 000 Gouvernement Camerounais 30 000 000 de Fr. CFA autres sources 40 000 000 de Fr.1CFA	39	Algérie, Bénin, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Mali, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Tchad, Zaïre	CEA, CRDI, UIESP, OCAM UDEAC, FNUAP, Gouvernement français, Gouvernement Camerounais
Etudes démographiques cours de troisième cycle à l'Institut régional d'études démographiques	oct. 1979- sept. 1980	Ghana	698 000 Gouvernement Ghana 642 000 a/ Cedis (1979)	22 (1979-1980)	Botswana, Ethiopie, Gambie, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Zambie, Zimbabwe	CEA, CRDI, FNUAP, Gouvernement Ghanéen
Maîtrise de démographie, Institut régional d'études démographiques	janv. 1979- avril 1980	Ghana				

a/ 1 dollar des Etats-Unis = 2,75 cedis

C. Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie

Titre du cours/dé l'atelier/du séminaire/ du voyage d'études	Dates	Lieu	Coût du projet en (\$EU)	Nombre de partici- pants	Pays parti- cipants	Gouvernements et organisations collaborant au projet
Premier atelier CEA/ONUDI sur la main-d'oeuvre et le développement technique sur les industries de base: industries métallurgiques et mécaniques pour les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	17 nov.- 5 déc. 1980	Lusaka et Salisbury	Fonds du PNUD administrés par la Div. de l'adminis- tration pu- blique, de la gestion et de la main- d'oeuvre	26	Ethiopie, Kenya, Malawi, Rép.Unie de Tanzanie, Somalie, Zambie et Zimbabwe	PNUD

D. Division de la statistique

Groupe de travail sur les statistiques en matière de prix	25-29 juin 1979	Addis-Abéba Ethiopie	10 960	17	13 pays	Deux organisations participant aux projets
Groupe de travail sur l'organisation, le contenu et la méthodologie des enquêtes sur les ménages	15-19 oct. 1979	Addis-Abéba Ethiopie	43 058	40	Pays membres de la CEA, France, Etats-Unis	FAO, PNUD, FISE, BNUS et enquête mondiale sur la fécondité
Groupe de travail sur les systèmes d'enregistrement de l'état civil et collecte en Afrique de statistiques de première importance	21-25 juil. 1980	Nairobi Kenya	42 236	26 ex- perts afri- cains, 9 obser- vateurs	17 pays	Bureau du fonctionnaire chargé de l'enregistrement, Kenya

E. Bureau de la coopération économique

Economie nationale	sept.	Washington D.C.	7 000	26	Algérie, Bénin, Burundi, Chine Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Haïti, Haute- Volte, Libéria, Mada- gascar, Mauritanie, Niger, Portugal Rep. Syrie, Tunisie, Zaire	BCEAO, IDE, FMI, Banque mondiale
--------------------	-------	--------------------	-------	----	---	-------------------------------------

